

## LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS : ON PEUT ALLER PLUS LOIN...



Pour la première fois depuis l'élection en 2014 de la majorité actuelle, un réel travail collectif autour du plan d'investissement a pu se dérouler. Un consensus a été trouvé autour des orientations pour les 5 ans à venir.

Il a été annoncé que la commune pourrait investir 3,5 M€ / an de manière pérenne (par prudence nos propres estimations se montaient à 3 M€ /an). Le budget d'investissement sera donc de 18 M€ auxquels s'ajouteront les éventuelles subventions obtenues.

**Sous l'impulsion de nos élus FHD, enfin des avancées !**

Nous avons proposé que des lignes de dépenses soient affectées à des types de travaux spécifiques chaque année. Par exemple la réfection des trottoirs pour 300.000 €/an. Cette proposition a été retenue.

La majorité prend l'engagement de **remplacer les futurs départs à la retraite** (sans qu'il s'agisse forcément de « poste pour poste ») et évoque également **l'ouverture de nouveaux postes** (à minima 1 par an). Nous nous en félicitons car il s'agissait d'une de nos propositions durant la campagne : embaucher des agents afin de répondre à l'augmentation de la population Fonsorbaise (et donc des besoins à couvrir). Les services municipaux sont devenus sous-dimensionnés et ne peuvent plus jouer leur rôle.

C'est donc bien financièrement possible. Nous le défendons depuis un certain temps malgré les dénigrement incessants.

**Energies Renouvelables : il en faut plus !**

En revanche, nous dénonçons et regrettons toujours le **manque de lisibilité sur les investissements en termes de Développement Durable et d'Energies Renouvelables.**

Dans un contexte de dérèglement climatique évident

## TRAVAIL EN COMMISSION : COMPLIQUE POUR LES MINORITES.

Lorsque les commissions se réunissent et cela devient de plus en plus rare, la seule information est l'ordre du jour, aucun document n'est fourni pour la préparer ! Est-ce pour que l'on ne pose aucune question ? Être réactifs dans ces conditions est un exploit ! Certains élus peuvent être ouverts et compréhensifs alors que d'autres dirigent et prennent toutes les décisions impactant notre quotidien, en faisant fi des normes et des lois.

## HANDICAP ET TRAVAUX DE LA ROUTE DE TARBES :

L'accessibilité ne doit pas être un vain mot et doit être intégrée sur chaque travaux réalisés, ce n'est pas le cas pour la route de Tarbes : grandes difficultés d'accès aux particuliers ou clients des commerces ! Malgré l'interpellation de l'un de nos élus en commission rien ne change : toujours des effets d'annonces sans mise en pratique. Que faut-il ? un accident ?



même au niveau local (par ex. des orages de plus en plus violents et répétés), ne pas rendre ces sujets prioritaires relève au mieux de l'incompétence. Nos élus majoritaires ne penseraient-ils qu'aux actionnaires en laissant les entreprises privées se saisir des opportunités et ainsi augmenter leur propre profit ? En effet, pour les élus de la majorité, mettre des récupérateurs d'eau de pluie ou permettre que les bâtiments communaux soient énergétiquement neutres (via des panneaux solaires...) n'est pas rentable. Aberrant dans notre monde actuel où chaque geste compte !

Depuis 2019, nous demandons un **débat sur la baisse des impôts**. Pour nous, les marges de manœuvre financières le permettent. Lors du vote du budget en mai 2021, nous sommes revenus à la charge avec comme seules réponses des commentaires sur notre incompétence et notre manque de sérieux... Nous vous laissons juges. Dans l'étude sur le PPI (Plan Pluriannuel d'Investissement), les élus majoritaires n'envisagent une baisse des impôts qu'en 2026 : prochaine échéance électorale. La ficelle est grosse ! Nous l'avons dénoncé et avons **arraché une baisse dès 2023**. Il restait à déterminer de combien : une baisse des taux de 0,5 point est envisagé. Nos calculs montrent qu'une baisse de 1% minimum est réaliste (en fonction des subventions obtenues), dans la conjoncture actuelle.

**Baisse des impôts c'est possible !**

Mais pour nous, c'est une première victoire : en Mai, nous étions des « hurluberlus » (dixit). En juin c'est voté. Nous aurons besoin sûrement du soutien du plus grand nombre le moment venu pour faire entendre raisons et obtenir une baisse plus conséquente...

Nous nous réjouissons de ce travail collectif que nous réclamions depuis 6 ans. Cependant, nous dénonçons l'habillage que fait la majorité sur l'ensemble des orientations adoptées, tentant de se glorifier par de nombreux choix pris qui ne sont, en réalité, que des obligations nationales ou européennes.

## NOUS AVONS LES MOYENS DE VOUS FAIRE PARLER !

Lors des conseils municipaux, nous avons pris l'engagement de remonter les doléances et avis des habitants qui nous sollicitent. Certains viennent vers nous car ils n'ont pas eu de réponse, ont reçu des fins de non-recevoir, voire eu des échanges aigres doux avec l'exécutif municipal.

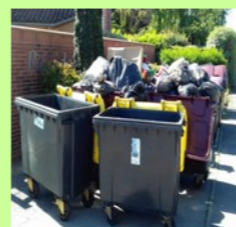
Cela agace nos chers élus de la majorité qui veulent savoir « qui a dit telles ou telles choses » ? En effet, nous préservons ces citoyens en refusant de donner leurs noms. Ces élus sont en effet moins préoccupés par les problématiques que nous remontons et qui devrait focaliser leur attention plutôt que de connaître les noms de ceux qui osent les interpeller...

Plus fort encore : dernièrement, Madame la Maire a déployé de l'énergie, du temps de travail et du personnel municipal, pour nous menacer de poursuite en diffamation si nous ne citons pas nos sources !

Ces menaces ne nous feront pas changer de pratique : nous ne donnerons pas le nom des personnes qui nous sollicitent, sauf si accord explicite de leur part. Nos priorités ne sont pas les mêmes que ces élus de la majorité.

UN GRAND MERCI A CHACUNE DES PERSONNES VENANT VERS NOUS POUR FAIRE AVANCER LES PROBLEMATIQUES CITOYENNES, QUE NOUS CONTINUERONS A SOUTENIR MALGRE LES MENACES.

## MURETAIN AGGLO OU COMMENT MAL GERER UNE CRISE ?



A la veille des vacances, un conflit social a éclaté au sein du Muretain Agglo. La collectivité veut mettre en place les 1607 heures annuelles que fixe la loi de 2019, augmentant le temps de travail des agents territoriaux. En absence de concertation, les agents ont entamé un mouvement de grève qui va en particulier se concrétiser par le non-ramassage des ordures ménagères.

Petit retour dans le passé : juste avant les élections municipales, l'exécutif (parmi lesquels les élus Fonsorbaï) ont approuvé un accord de dialogue social, incluant une méthode pour éviter les tensions sociales au sein des services. Selon nos informations, rien n'a été fait dans les termes prévus

par ce document. Par exemple, les réunions qui se sont tenues étaient des temps d'informations plus que d'échange et restaient très imprécises. Le conflit était largement évitable.

Mais revenons à la loi que l'exécutif communautaire dit « être contrainte de mettre en application ».

Historiquement, le fait pour les agents de gagner des heures de récupérations supplémentaires venait compenser des salaires plus faibles pour des métiers difficiles, des horaires atypiques et peu d'évolutions de carrières. Or ces agents assurent pour la plupart des tâches essentielles. Nous l'avons mesuré lors du confinement : ils étaient pour beaucoup d'entre eux en première ligne. Ils étaient alors reconnus. Aujourd'hui ce n'est plus le cas...

Si cela est évident pour nous, les élus du Muretain Agglo s'en moquent. Nous voyons leur attachement aux politiques libérales, leur absence de recherche du bien commun et de l'intérêt général. Nous voyons le mépris de ces élus pour « les gens d'en bas ». Une fois la crise estompée, ils perdent toute valeur et redeviennent « des invisibles ».

La loi du 6 Aout 2019 indique que, pour compenser les contraintes particulières des agents, l'employeur dispose de deux leviers : **le régime indemnitaire** ou **la réduction du temps de travail**. Ainsi, cette loi pouvait être un très bon outil, à condition de le vouloir, pour adapter le travail à la pénibilité et promouvoir une politique de prévention de la santé au travail.

Il pourrait nous être rétorqué que la solution indemnitaire entraînerait une augmentation des dépenses, **«impensable en temps de crise»**. Mais, alors qu'en mars, les élus du Muretain Agglo annoncent un budget catastrophique (près de trois millions de déficit), justifiant ainsi les hausses de tarifs et l'augmentation des taxes de près de 10 %. En juin, nous apprenons qu'au final le **budget 2020 se solde par un excédent de plus de 10 millions !** Et maintenant, l'annonce est faite d'une aide au financement de la LGV Bordeaux-Toulouse pour une bagatelle de 47 millions. Incompétence, mensonge assumé ?

Toute idée de revalorisation du travail est proscrite. Voilà comment le «travailler plus» devient le «gagner moins et souffrir plus».

**INFORMER N'EST PAS UN DELIT**

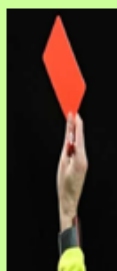
**Le « travailler plus » devient le « gagner moins et souffrir plus » !**

## CARTON VERT:



- ☺ Félicitation pour l'action, de l'élue de Fonsorbes l'Humain d'Abord, auprès des personnes connaissant des difficultés, leur permettant de retrouver de la dignité.
- ☺ La Majorité souhaite rénover l'ancienne gare. Jusque-là, selon eux, c'était impossible, mais un miracle a dû se produire... Saluons cette volteface bénéfique pour l'intérêt général et la mémoire du patrimoine de la ville de Fonsorbes.
- ☺ Nous saluons les animations, expositions impulsées par les services jeunesse et culturels de la ville qui se démènent malgré toutes les contraintes liées à la pandémie actuelle.

## CARTON ROUGE:



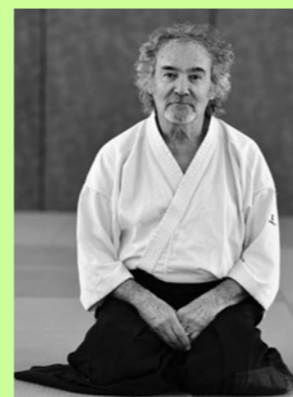
- ☹ Le gymnase du lycée est une grosse tente chauffée avec d'énormes déperditions énergétiques. Selon la majorité, impossible d'y remédier. Qui peut y croire ? stop aux passoires thermiques !
- ☹ Certains élus de la majorité traitent une élue de Fonsorbes l'Humain d'Abord de « Dame Patronne ». Il est vrai qu'elle aide et compense des actions publiques non réalisées. Nous sommes fiers de permettre à chacun de retrouver sa place et de relever la tête, car pour nous c'est l'Humain d'Abord.
- ☹ Les ronces envahissent les pelouses de nos parcs publics, est-ce pour cuisiner de la confiture de mure ? Domage, ce n'est pas la bonne espèce
- ☹ **Impasse des canaris : la municipalité autorise le stationnement des voitures sur les trottoirs ! Mais où doivent passer les piétons ?**
- ☹ La séparation des associations sportives et culturels des associations caritatives et humanitaires lors du Forum de septembre dernier

## LE RETOUR DU CLIENTELISME :

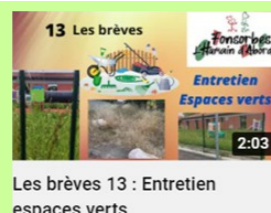
Nous étions contents du travail collectif qui semblait se mettre en place avec la majorité. Mais le conseil municipal du 6 septembre est venu nous refroidir ! On nous demande de nous positionner sur l'octroi d'une subvention de 7000 euros (4 fois plus que la subvention annuelle) pour une association sans nous donner de détails. Ce dossier est traité directement avec la mairie depuis mars 2021, sans informer le conseil municipal. D'autres associations seraient aussi en pourparlers directement avec la mairie pour le financement d'équipements... Cela sort complètement du fonctionnement démocratique ; il est impossible alors de savoir pourquoi un financement est accepté

ou refusé !!!! A la tête du client ? Au Copinage ? Nous avons, là, l'explication de l'absence des réunions des commissions : éviter de dévoiler ces « cachoteries »  
Nous invitons nos camarades de la majorité à relire la charte des élus présentée en début de mandat.  
Nous invitons chaque association à ne pas rentrer dans ce jeu et à rendre public leur demande. Vous pouvez compter sur nous pour défendre vos projets.  
Ces pratiques de la majorité viennent dénaturer les efforts de tous les bénévoles pour présenter de nouveaux projets. **Construisons ensemble d'autres pratiques transparentes**, Mme la Maire donnez-nous les dossiers pour instruction et prise de décision collégiale pour une égalité des chances entre les associations.

*L'Humain d'Abord a perdu un compagnon de route, Francis Fabre.  
Francis était très impliqué au service des autres,  
au niveau syndical, politique et associatif.  
C'était un Homme très ouvert, toujours de bonne humeur  
et souriant.  
Nous tacherons d'être à la hauteur de ses valeurs humanistes.  
Il nous manque, nous pensons très fort à sa famille.*



Restez connecté  
Abonnez-vous !  
Rejoignez-nous !



# Fonsorbes L'Humain d'Abord

La Gazette Saison 2 Episode 3



Octobre 2021

## PAS DE GHETTOS A FONSORBES ! EXCLUSIONS DES PLUS PAUVRES ?

Le PLHI (Plan Local d'Habitat Intercommunal) doit être adopté pour le Muretain agglomération. Le constat est que pour Fonsorbes, le nombre de **logement social est en dessous des préconisations légales** et nous allons, devoir **payer des pénalités** si rien ne change. Ce plan prévoit donc de construire plus de logements sociaux.

**Mme la Maire :**  
**«Je ne veux pas de ghettos sur ma commune »**

En conseil d'administration du CCAS, madame la Maire a indiqué qu'elle (dixit) «ne veut pas de ghettos sur (sa) commune». Nous devons la reprendre sur ces propos et cette assimilation nauséabonde des personnes qui résident dans ce type d'habitat. Elle a rectifié ses propos.

Nous nous indignons sur le fait que nous retrouvons dans ce plan la phrase suivante **«Plus l'occupant est modeste moins il y a de chances pour que le logement soit entretenu ou remis en état régulièrement»**. Comment interpréter cette phrase ? Que les habitants des logements sociaux dégraderaient plus et seraient moins respectueux ? Nous retrouvons ici les pensifs caricaturaux portés par l'extrême droite ou la droite extrême.

Pour information, au niveau du Muretain Agglomération, environ 66 % des locataires dans le privé peuvent prétendre à ces logements sociaux. Seraient-ils tous alors des malotrus ?

De plus, toujours selon ce rapport, **l'accès à un logement social permettrait un gain mensuel d'au moins 160 euros** ; cela aiderait beaucoup de familles. Manne supplémentaire qui pourrait **se retrouver dans l'économie locale**.

La politique de **logement social est un sacré atout** pour un territoire et ses habitants si on a la volonté du bien public, de l'intérêt général et le souhait de sortir des clichés. Nous pouvons ainsi **aider des jeunes couples à démarrer** dans une vie qui s'avère difficile dans le contexte actuel.

Les logements sociaux accueillent en moyenne moins de 9% de personnes en difficulté ayant besoin d'un accompagnement. Nous constatons que ces derniers sont négligés. Nous avons été les seuls à dénoncer le contrat de territoire avec la CAF qui prévoit des moyens constants alors qu'ils devraient augmenter en même temps que la population.

Madame la Maire, en tant qu'élue remplaçante au départementale, soutient la politique du Conseil Départemental qui consiste uniquement à donner des chèques sans aucune autre mesure d'accompagnement. Dans le même temps, les maisons départementales souffrent de pénurie de personnel (par ex. l'instruction d'un dossier MDPH (Maison Des Personnes Handicapées pour les personnes handicapées) prend plus d'un an).

Bref ces élus qui crient aux loups sont ceux qui les fabriquent.

## COIN SOCIAL : PENSER A DEMANDER VOS AIDES DE LA RENTREE

> **Des coupons sport** pour aider les familles à inscrire leur enfant aux activités sportives ou culturelles sont mis en place par le CCAS. La prise en charge est de 25% à 80% selon les ressources. **PENSEZ A EN FAIRE LA DEMANDE**.  
> De même pour **les séjours service jeunesse et les sorties scolaires** le plafond du reste à charge aux familles a été supprimé, l'aide va de 30% à 60% selon les ressources. Ceci a été obtenu à la demande des enseignants et de notre groupe Fonsorbes l'Humain d'Abord. **PENSEZ A EN FAIRE LA DEMANDE**.

> Pour **le portage des repas**, le CCAS a changé de prestataire. Le prix de revient est moindre. Nous avons demandé que le bénéfice de cette économie soit reporté sur le prix facturé.

